



Prise de parole faite, à deux voix : Michel Fortuna et Gilberte Mandon, par la FSU au nom du groupe des 9 varois, mardi 26 mars 2024 à TOULON

Nous voici de nouveau, ensemble, dans la rue pour porter la parole et les revendications des retraité·es.

Nous le disons haut et fort : « **Les retraité·es ne sont pas une variable d'ajustement !** »

Nos organisations du Groupe des 9 étaient déjà présents sur cette même place le 24 octobre dernier... et nous ne manquerons pas de prolonger nos mobilisations pour imposer la prise en compte des revendications des retraité·es !

D'abord, et nous tenons à le dire, et vos pancartes et panneaux l'attestent, ce gouvernement et ce Président sont des menteurs !

Pour preuve la promesse du candidat Macron en 2017 : « *Dans les cinq ans qui viennent, je ne touche pas à la retraite de celles et ceux qui sont aujourd'hui des retraités. Leur retraite sera préservée. Il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat, c'est essentiel* ».

La réalité, nous la connaissons : Une inflation de plus de 17% depuis début 2017 accompagnée de décisions politiques de gel des pensions ou même de revalorisation inférieure à l'inflation : les pensions n'ont augmenté que de 7,9% depuis 2017 et la revalorisation de 5,3% au 1^{er} janvier 2024 ne compense pas le retard. Il s'agit de la simple application de l'article L 161-25 du code de la sécurité sociale qui doit revaloriser chaque année la pension de base en fonction de l'inflation.

Notre exigence de 10 % d'augmentation reste totalement d'actualité !

Mais l'histoire qui nous est promise est encore plus sordide.

Le ministre de l'économie Bruno LEMAIER, vient de déclarer au JDD (une référence !) : « *remplaçons l'Etat providence par l'Etat protecteur* ». Sous un vocabulaire choisi, il s'agit bien de faire des économies sur le dos des services publics et des retraité·es.

Ces choix sont à l'opposé de nos choix de société.

Il dit : « *en France, l'état providence a fini par empiler de nouvelles dépenses publiques...* »

Il parle de « *la gratuité de tout, pour tous et tout le temps* » ... Il ose dire « *C'est intenable* » (!)

Ce qui est « intenable », c'est l'augmentation de la pauvreté des retraité·es les plus démunis.

Pendant 10 ans, 560 000 retraité·es ont touché le minimum vieillesse.

Sous la présidence de Macron, leur nombre n'a cessé d'augmenter pour atteindre 700 000.

Mais, en même temps, en France selon OXFAM

- Le nombre de milliardaires a été multiplié par 3 en dix ans et leur fortune multipliée par 4 :
c'est ça qui est intenable !

- Les 4 milliardaires français les plus riches ont vu leur fortune augmenter de 87% depuis 2020 :
c'est ça qui est intenable !

- Les 1% des plus riches détiennent 36% du patrimoine financier total en France alors que 80% des français ne déclarent posséder ni assurance vie, ni actions... :
c'est ça qui est intenable !

Pour les retraité·es, l'augmentation des prix « subie » est supérieure à l'inflation « officielle ».

C'est ce que dit l'enquête « Budget de famille » de l'INSEE : les dépenses incompressibles augmentent davantage pour les retraité·es.

- L'alimentation, qui augmente bien plus que l'inflation, représente plus de 20 % des dépenses des plus de 74 ans. En un an, l'alimentation a augmenté de 7,6 % pour les plus âgés.

- L'énergie du logement, qui augmente énormément, pèse 5,2 % dans la consommation des ménages et 6,2 % pour les plus de 74 ans, qui sont plus souvent « à la maison » et qui utilisent davantage gaz et fioul, dont les prix ont bien plus augmenté que ceux de l'électricité.

Pour les retraité·es, la santé coûte de plus en plus cher !

La Sécurité Sociale est dans le collimateur du gouvernement.

Dernière mesure en date : les décrets de février qui actent notamment l'augmentation des franchises médicales : passage de 50 centimes à 1 € de retenue par boîte de médicament, soit le double !

L'idéologie libérale privilégie le privé et les assurances complémentaires.

Les dépenses de santé sont remboursées en fonction du montant de la cotisation.

Ce gouvernement assèche les ressources de la Sécurité Sociale.

Il réduit son rôle par les franchises médicales, les dépassements d'honoraires.

Il transfère les compétences de la Sécu aux complémentaires santé, onéreuses et inégalitaires.

Leur fameux « 100 % santé pour les yeux, les oreilles et les dents », acte des soins à deux vitesses.

Les tarifs des complémentaires santé ont augmenté de 40 % depuis 2018 !

Et de + 20 % pour les retraité·es en 2024 !

Maintenant, et de plus en plus, pour être bien soigné, il faut pouvoir se payer une bonne complémentaire. C'est scandaleux, d'autant plus que les plus âgés, qui dépensent davantage pour leur santé, doivent cotiser plus.

Beaucoup trop de retraité·es doivent renoncer à une complémentaire et, de fait, à l'accès aux soins.

Rappelons et répétons que nous revendiquons le 100 % Sécu pour les soins et nous revendiquons des services publics de proximité !

Concernant les EHPAD, après les scandales révélés par le livre de Victor Castanet « Les fossoyeurs » : ORPEA a dû changer de nom...

Nous n'avons cessé de pointer la situation dramatique dans les EHPAD où le manque de moyens, l'insuffisance de personnels et de formation, les mauvaises rémunérations, ont contribué à mettre en danger les soignants et les résidents.

Nos revendications sont connues : 1 personnel d'accompagnement pour 1 résident, un plan de recrutement à hauteur de 200 000 embauches, avec la nécessité d'une réelle formation.

Nous continuerons de porter ces revendications au CDCA dont une séance se tiendra cet après-midi en préfecture.

Rappelons aussi que l'EHPAD coûte plus cher que le montant de la pension pour la quasi-totalité des résidents.

Et pourtant, le gouvernement Macron n'a cessé de repousser la loi « grand âge ».

Le 24 janvier dernier, la nouvelle ministre des solidarités, Catherine Vautrin, a même déclaré : « *tout ne passe pas par la loi* » ! Quant au 1^{er} ministre Gabriel Attal, il n'a même pas évoqué le sujet.

Nos organisations revendiquent un grand service public de l'autonomie avec zéro reste à charge.

A cela s'ajoutent les menaces contre les pensions de réversion avec comme objectif d'en changer les modalités... Rappelons que cela concerne 4,4 millions de personnes retraitées, dont 92 % de femmes. Pour plus d'un million d'entre elles c'est leur seule ressource !

Nous rappelons qu'il n'y a plus de ministre chargé des retraité·es, ni même de secrétariat d'état comme nous le réclamons.

Aujourd'hui, nous avions demandé à être reçus par le préfet en personne. **Et comme ce n'est pas le cas nous ne monterons pas en Préfecture.**

Ensemble nous avons encore bien du chemin à parcourir pour nous faire entendre.

Nous vous appelons à rester mobilisé·es.